

**COMPTE-RENDU tenant lieu de PROCES-VERBAL  
du Conseil Municipal  
de la commune de Murviel-lès-Montpellier**

Séance du jeudi 28 janvier 2020

**L'an deux mille vingt et le vingt-huit janvier à 19h00, le conseil municipal de cette commune régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, en son lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Madame TOUZARD Isabelle, Maire**

**Nombre des Membres**

Afférents au Conseil Municipal	19
En Exercice	19
Présents	12
Qui ont pris part à la délibération	13

**Présents** : Mmes Isabelle TOUZARD, Laurence ROUSSEAU, Claudine MOYA-ANNE, Sylvie EMILE, Anne GIMENEZ, Béatrice TAIONI-KLOSTER, Béatrice PONSICH.

MM. Alain VALLETTE-VIALLARD, Laurent MAYOUX, Laurent MOULIN, Jean-Paul MASSAT, Gilles CHICAUD.

**Pouvoirs** : Mme Françoise HASARD avait donné pouvoir à Mme Béatrice PONSICH.

### **DESIGNATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE**

Mme Béatrice TAIONI KLOSTER est élue secrétaire de séance.

### **APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR**

L'ordre du jour est approuvé à l'unanimité des présents.

### **APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU 10 décembre 2019**

Le compte rendu tenant lieu de procès-verbal est approuvé à l'unanimité

### **N°01/2020 - OUVERTURE DE CREDITS AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2020**

Madame ROUSSEAU, Adjointe aux finances expose,

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Compte tenu des crédits ouverts au titre de l'exercice 2019, il est proposé d'autoriser Madame la Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement selon la répartition présentée ci-dessous.

De la même manière, un état des crédits engagés et non mandatés au 31 décembre 2019 sera transmis au Trésorier Principal Municipal.

### **Budget principal**

CHAPITRE	TOTAL 2019	25%
20	12 072 €	3 018 €
21	162 667 €	40 666 €
<b>TOTAL</b>	<b>174 739 €</b>	<b>43 684 €</b>

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

Ce point ne suscite aucun débat.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,**

- **AUTORISE** l'engagement de dépenses d'investissements avant le vote du BP 2020 sur la base des enveloppes financières présentées.

### **N°02/2020 - AMORTISSEMENT DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION EN INVESTISSEMENT (ACI) : FIXATION D'UNE DUREE D'AMORTISSEMENT DE L'ACI ET NEUTRALISATION BUDGETAIRE DE LA DOTATION AUX AMORTISSEMENTS DE L'ACI**

Mme Laurence ROUSSEAU, Adjointe aux finances rappelle que la réglementation autorise depuis le 1er janvier 2018 les EPCI et leurs communes membres à comptabiliser sur leur section d'investissement la part d'attribution de compensation relative aux charges d'investissement transférées.

Cette disposition présente l'intérêt de préserver notamment le ratio de l'épargne brute et la capacité de désendettement des communes qui optent pour la mise en place d'une attribution de compensation d'investissement.

Le Conseil Municipal avait donc délibéré le 18 février 2019 pour la création de l'Attribution de Compensation en section d'investissement.

Enfin, il est précisé que le décret n° 2015-1846 du 29 décembre 2015 permet aux communes de pratiquer la technique dite de "**neutralisation des dotations aux amortissements des subventions d'équipements**", qui permet de ne pas faire supporter à la section de fonctionnement l'amortissement obligatoire des subventions versées. L'ACI versée par la commune à Montpellier Métropole Méditerranée provenant essentiellement du transfert de la compétence voirie, et cette catégorie de bien n'étant pas soumise à l'amortissement, il serait anormal que les amortissements d'ACI viennent peser sur la section de fonctionnement du budget principal de la commune alors que cet impact n'existait pas lorsque la commune était compétente. Ainsi, il est proposé d'utiliser ce dispositif de neutralisation.

**Il est donc proposé à l'assemblée délibérante :**

- **D'APPROUVER** la fixation de la durée d'amortissement de l'attribution de compensation d'investissement sur 1 an.
- **DECIDER** de mettre en œuvre à compter du budget 2020 le dispositif de neutralisation budgétaire de la dotation aux amortissements de l'attribution de compensation d'investissement.

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

Ce point ne suscite aucun débat.

LE CONSEIL MUNICIPAL

**Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents,**

- **APPROUVE** la fixation de la durée d'amortissement de l'attribution de compensation d'investissement sur 1 an,
- **DECIDE** la mise en œuvre à compter du budget 2020 du dispositif de neutralisation budgétaire de la dotation aux amortissements de l'attribution de compensation d'investissement.

**N°03/2020 - CORRECTION D'ANOMALIES COMPTABLES LIEES AUX AMORTISSEMENTS DE L'ACI**

Madame la Maire expose:

**Considérant** qu'en application de l'avis 2012-5 du 18 octobre 2012 du CNOCP (Conseil de Normalisation des Comptes Publics) relatif au changement de méthodes comptables, changements d'estimations comptables et corrections d'erreurs, les Collectivités Locales appliquant l'instruction budgétaire et comptable M14 sont autorisées à corriger les anomalies liées aux amortissements par prélèvement ou abondement du compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés »,

**Considérant** que les amortissements 2019 n'ont pas été constatés pour les comptes 2046 et 2041511,

**Considérant** que l'écriture se traduit par une opération d'ordre non budgétaire,

**Considérant** qu'une augmentation des amortissements antérieurs est demandée par la trésorerie sur les comptes :

- 2046 (ACI versées en 2018 – amortissables sur 1 an à partir de 2019) en :
  - créditant le compte 28046 de 23 413 € ;
  - débitant le compte 1068 de 23 413 €.
- 2041511 (FDC versés en 2018 – amortissables sur 30 ans à partir de 2019) en :
  - créditant le compte 28041511 de 4 531.79 € ;
  - débitant le compte 1068 de 4 531.79 €.

**Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser cette rectification.**

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

Ce point ne suscite aucun débat.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents,**

- **AUTORISE** cette rectification.

#### **N°04/2020 - CORRECTION D'ANOMALIES COMPTABLES LIEES AUX AMORTISSEMENTS DE L'ACI**

Madame la Maire expose :

**Considérant** qu'en application de l'avis 2012-5 du 18 octobre 2012 du CNOCP (Conseil de Normalisation des Comptes Publics) relatif au changement de méthodes comptables, changements d'estimations comptables et corrections d'erreurs, les Collectivités Locales appliquant l'instruction budgétaire et comptable M14 sont autorisées à corriger les anomalies liées aux amortissements par prélèvement ou abondement du compte 1068 « excédents de fonctionnement capitalisés »,

**Considérant** que les amortissements 2019 n'ont pas été constatés pour les comptes 2046 et 2041511,

**Considérant** que l'écriture se traduit par une opération d'ordre non budgétaire,

**Considérant** qu'une augmentation des amortissements antérieurs est demandée par la trésorerie sur les comptes :

- 2046 (ACI versées en 2018 – amortissables sur 1 an à partir de 2019) en :
  - créditant le compte 28046 de 23 413 € ;
  - débitant le compte 1068 de 23 413 €.
- 2041511 (FDC versés en 2018 – amortissables sur 30 ans à partir de 2019) en :
  - créditant le compte 28041511 de 4 531.79 € ;
  - débitant le compte 1068 de 4 531.79 €.

**Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir autoriser cette rectification.**

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

Ce point ne suscite aucun débat.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents,**

**- AUTORISE** cette rectification.

#### **N°05/2020 - PAPPH - Convention pour demande de subvention FEDER – Approbation**

La commune de MURVIEL LES MONTPELLIER s'est associée à la Métropole de Montpellier et neuf autres communes pour mener des Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) sur les espaces publics communaux et métropolitains.

L'objectif de cette démarche est de définir une gestion différenciée des espaces pour supprimer l'usage de produits phytosanitaires, réaliser des économies d'eau et améliorer le cadre de vie. Elle rentre dans le cadre du programme d'actions mené par la Métropole sur l'ouest du territoire pour préserver une ressource souterraine exploitée pour la distribution en eau potable, et vulnérable aux pollutions par les pesticides (captages du Flès).

Suite à un diagnostic approfondi des pratiques actuelles de gestion des produits et des espaces, le prestataire en charge des études a proposé une série de préconisations par communes pour atteindre les objectifs d'entretien définis, assorties d'un plan de financement et d'un plan de communication à destination de la population.

Le montant prévisionnel des investissements et des actions de communications à réaliser sur la commune, le détail est annexé à la présente délibération, s'élève à 28 600 € HT.

Une partie des investissements et du plan de communication peut faire l'objet d'une subvention européenne (FEDER) dont la Région est l'autorité de gestion. L'aide financière représente 60% des montants éligibles.

Le montant plancher exigé pour déposer un dossier est fixé à 30 000 €HT. La Métropole propose donc de se positionner comme bénéficiaire chef de file d'une convention de partenariat passée avec l'ensemble des communes le souhaitant. Cela permettra de déposer un dossier sous la forme d'une opération collaborative et d'atteindre ce montant plancher.

Elle s'engage à tenir ses obligations et responsabilités en matière de suivi administratif du projet telles que détaillées dans l'article 4 du projet de convention.

Elle sollicitera le montant global des subventions relatif à l'ensemble des études, sera le guichet unique de versement des subventions sous réserve de validation du dossier, et les redistribuera aux communes selon la clé de répartition détaillée dans l'annexe de la convention et sur la base des dépenses réellement réalisées.

**En conséquence il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- **S'ENGAGER** à mettre en œuvre les préconisations issues du Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) communal afin de limiter le recours aux intrants sur l'ensemble des espaces publics communaux,
- **APPROUVER** le plan d'investissement et de communication définis par l'étude,
- **APPROUVER** l'adhésion de la commune de MURVIEL LES MONTPELLIER à l'opération collaborative dont la Métropole de Montpellier sera le chef de file,
- **APPROUVER** le projet de convention constitutive de l'opération collaborative visant à solliciter les subventions du FEDER auprès de la Région, annexée à la présente délibération,
- **AUTORISER** Mme la Maire à signer la convention précitée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

M. Jean-Paul MASSAT estime que le coût pour la Communication inscrit dans le plan de financement est élevé.

Mme Sylvie EMILE estime qu'une binette à 300 € c'est un tarif très élevé.

Mme TOUZARD indique que cette binette est une binette professionnelle vraiment très efficace et qui soulage réellement le travail manuel des agents. Elle ajoute que grâce à cette opération, nous pourrions acquérir du matériel de qualité. Le choix de la commune de s'inscrire dans la labellisation « Terre saine » implique un renouvellement des pratiques des services techniques, et de leur équipement.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,**

- **S'ENGAGE** à mettre en œuvre les préconisations issues du Plan d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH) communal afin de limiter le recours aux intrants sur l'ensemble des espaces publics communaux,
- **APPROUVE** le plan d'investissement et de communication définis par l'étude,
- **APPROUVE** l'adhésion de la commune de MURVIEL LES MONTPELLIER à l'opération collaborative dont la Métropole de Montpellier sera le chef de file,
- **APPROUVE** le projet de convention constitutive de l'opération collaborative visant à solliciter les subventions du FEDER auprès de la Région, annexée à la présente délibération,
- **AUTORISE** Mme la Maire à signer la convention précitée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

### **N°06/2020 - MISE A DISPOSITION DE TERRAINS COMMUNAUX AU PROFIT D'UN AGRICULTEUR/ELEVEUR**

M. Laurent MAYOUX Conseiller Municipal en charge de l'agriculture rappelle,

Vu le code Général des collectivités territoriales,

La commune de MURVIEL-LES-MONTPELLIER est propriétaire de parcelles de terrain dans le secteur communément désigné sous l'appellation « les 4 Pilas ».

Ces terrains appartiennent au domaine privé de la commune.

Les parcelles sont aujourd'hui mises à disposition de M. GIRARD, éleveur de chèvre, par le biais d'un prêt à usage signé le 15/02/2018 et qui doit prendre fin au plus tard le 1er février 2020.

En lien avec l'aménagement de l'extension du LIEN RD 68 et les impacts prévus sur les milieux naturels, le Département doit s'engager pendant les 30 ans à venir dans la mise en œuvre de mesures opérationnelles permettant d'assurer une réelle compensation écologique. C'est ce que l'on appelle les mesures compensatoires.

Ce besoin de compensation a été estimé à plusieurs dizaines d'hectares sur lesquels doivent s'exercer des plans de gestion spécifiques. Ces plans de gestion intègrent des actions qui permettront aux espèces impactées par des destructions de retrouver des habitats propices à leur développement.

Le pastoralisme et notamment l'installation d'un chevrier sur ces terres est une action éligible aux mesures compensatoires et le mode de gestion choisit s'inscrit bien dans le référentiel des mesures compensatoires.

C'est par ailleurs une garantie forte de la part du Département vis-à-vis de l'Etat que de s'inscrire dans cette démarche.

Ainsi, dans la mesure où les intérêts des deux collectivités se rejoignent sur ce projet d'installation, la commune de Murviel-lès-Montpellier a décidé en 2018 de mettre à disposition du chevrier ses parcelles des 4 Pilas, dans l'attente que le dossier de compensation porté par le département soit finalisé et acté. Une fois cette étape franchie, le projet global prévoit que la commune mette ses parcelles à disposition du département par bail emphytéotique et que le département donne à bail (rural) ces mêmes parcelles à l'éleveur M. Bruno Girard.

Or, ce dossier prend du temps et la mise à disposition de ces terres au profit du département ne sera pas effective avant quelques mois. Le contrat de prêt avec M. Girard prenant fin le 1er février prochain, il convient d'en établir un nouveau pour un an, selon les mêmes termes que celui signé en 2018.

Le prêteur met à disposition de l'emprunteur, à charge pour ce dernier de les rendre à la fin de la convention dans leur état d'entrée, les parcelles cadastrées à MURVIEL-LES-MONTPELLIER :



PARCELLES COMMUNALES - SECTEUR QUATRE PILAS			
Référence <small>Code insee - n° parcelle</small>	Adresse	Surface (m²)	Propriétaire
340179 B0072	LES QUATRE PILAS	13 030	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B0073	LES QUATRE PILAS	17 170	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B0074	LES QUATRE PILAS	16 675	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B0077	LES QUATRE PILAS	700	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B0078	LES QUATRE PILAS	1 300	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B0079	LES QUATRE PILAS	840	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B0080	LES QUATRE PILAS	700	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B0081	LES QUATRE PILAS	15 020	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B0082	LES QUATRE PILAS	2 810	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B0083	LES QUATRE PILAS	10 210	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B0084	LES QUATRE PILAS	26 050	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B0085	LES QUATRE PILAS	19 930	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B0087	LES QUATRE PILAS	7 380	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B0088	LES QUATRE PILAS	7 980	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B0089	LES QUATRE PILAS	156 330	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B0854	LES QUATRE PILAS	10 390	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B0860	LES QUATRE PILAS	2 435	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B1004	LES QUATRE PILAS	1 935	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B1005	LES QUATRE PILAS	7 386	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B1006	LES QUATRE PILAS	129	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B1009	LES QUATRE PILAS	125	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B1015	LES QUATRE PILAS	6 575	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B1016	LES QUATRE PILAS	1 143	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B1017	LES QUATRE PILAS	1 239	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B1019	LES QUATRE PILAS	442	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B1024	LES QUATRE PILAS	747	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B1025	LES QUATRE PILAS	519	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B1026	LES QUATRE PILAS	1 883	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
340179 B0130	PIOCH-SERIE	36 900	COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPELLIER
	Surface totale	<b>367 973</b>	m²

L'emprise des terrains, objet des présentes, représente une surface totale d'un peu plus de 37 hectares.

L'emprunteur aura la jouissance des parcelles à compter de la signature de la présente convention.

Ce prêt est consenti sans contrepartie financière jusqu'à ce que le Conseil Départemental de l'Hérault ne loue à la commune sous une forme qui reste à définir, les terres précitées dans le cadre d'un dossier de compensation.

Si au 1<sup>er</sup> février 2021 les terrains n'ont pu être loués au Conseil Départemental, alors le contrat de commodat prendra fin.

Il sera alors remplacé par un nouveau contrat dont la forme devra être précisée.

Il est proposé au Conseil Municipal de :

- **AUTORISER** Mme la Maire à signer la convention dont le projet est joint à la présente délibération, pour une durée de un an renouvelable, sur décision expresse ou tacite du Maire de la commune.
- **AUTORISER** Mme la Maire à signer tous documents y afférents.

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

M. L. MAYOUX indique que pour la partie terrains non bâtis un commodat d'un an reconductible une fois a été conclu avec l'éleveur.

L'échéance des deux années étant atteinte, il convient de prolonger ce dispositif transitoire.

Dans le cadre du LIEN en effet, les impacts sur l'environnement sont à compenser.

Mais le calendrier du Conseil Départemental prend du retard.

Nous avons accepté de mettre des terres à disposition. Il faut évidemment que le plan de gestion soit compatible avec le pastoralisme. Ainsi, nous attendons de connaître les exigences de gestion liées à la compensation pour être certains que cela ne mettra pas en péril le projet agricole de M. Girard. Le Conseil départemental remettra donc un bail rural à M. Girard. Sinon, c'est la commune qui fera un bail rural à M. Girard.

M. G. CHICAUD demande si ces 37 Hectares seront mis à la disposition du département ?

M. L. MAYOUX indique que c'est ce qui est convenu et qu'en échange, le département donne à la commune le Bâtiment des quatre Pilas.

Mme I. TOUZARD ajoute que ce dossier prend du temps car pour concevoir ce bail il faut faire un plan de gestion sur la base préalable de la réalisation d'un diagnostic environnemental.

Vue l'importance du dossier de compensation du LIEN, ce diagnostic et le plan de gestion qui en découle se font sur quatre espaces différents.

Il y a parfois plusieurs propriétaires à identifier et ce n'est pas évident.

M.A. VALLETTE-VIALLARD souhaite savoir pourquoi le bail est d'une durée de un an et non de deux ? IL estime qu'un bail plus long serait mieux. Cela permettrait d'avoir plus de marge de manœuvre avec le CD34.

M. L. MAYOUX n'est pas favorable à cette extension de durée.

Une durée d'un an permet de s'engager vis-à-vis de M. Girard. Ce commodat n'est pas durable pour lui.

M. G. CHICAUD trouve dommage de laisser 37 hectares pour 30 ans au Conseil Départemental. Cela pourrait empêcher selon lui, la réalisation d'un projet sur ces sites.

Mme I. TOUZARD estime au contraire que cela correspond au SCOT et au besoin de régénérescence de la nature. Cela permet d'inscrire dans la durée la politique de la commune qui est de préserver cette partie du territoire communal.

Pour M. Girard, nous nous engagerons sur un contrat plus long, quoiqu'il en soit, après cette année.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

- **AUTORISE** Mme la Maire à signer la convention dont le projet est joint à la présente délibération, pour une durée de un an renouvelable, sur décision expresse ou tacite du Maire de la commune.

- **AUTORISE** Mme la Maire à signer tous documents y afférents.

### **N°07/2020 - RENONCIATION DROIT DE PREEMPTION URBAIN– Lotissement Les Saliniers**

M. VALLETTE-VIALLARD rappelle,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 12/02/2008, modifié le 02/06/2010, modifié le 25/01/2017, modifié le 30/09/2019,

Vu le Permis d'Aménager « Les Saliniers Nord » N° PA3417917M0002 accordé le 13/10/2017,

Vu le Permis d'Aménager modificatif « Les Saliniers Nord » N° PA3417917M0002 M001 accordé le 01/10/2018,

Vu le Permis d'Aménager modificatif « Les Saliniers Nord » N° PA3417917M0002 M002 accordé le 15/10/2019,

Vu le Permis d'aménager « Les Saliniers Sud » N°PA3417917M0003 accordé le 13/10/2017 ;

La commune souhaite renoncer à son droit de préemption sur toutes les cessions qui auront lieu dans le périmètre de ces permis d'aménager.

Il est donc proposé aux membres du Conseil de :

- **RENONCER** au droit de préemption sur toutes les cessions qui auront lieu dans le périmètre de l'opération ;

- **AUTORISER** Mme la Maire à signer toutes pièces afférentes à cette décision ;

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

Ce point ne suscite aucun débat.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents,**

- **RENONCE** au droit de préemption sur toutes les cessions qui auront lieu dans le périmètre de l'opération ;

- **AUTORISE** Mme la Maire à signer toutes pièces afférentes à cette décision ;

## **N°08/2020- CONVENTION D'ASSISTANCE JURIDIQUE - Autorisation de signature**

Mme TOUZARD expose,

Dans l'exercice de ses compétences, la commune est confrontée à des difficultés d'ordre juridique et souhaite recueillir l'avis de professionnels du Droit, afin d'assurer à ses décisions la meilleure sécurité juridique possible dans le cadre des problématiques et des différends qu'elle rencontre en matière de droit de la fonction publique.

Après examen de ses besoins, la commune considère qu'il est nécessaire de passer une convention d'assistance avec un cabinet d'avocats, lui permettant d'être conseillée au fur et à mesure des interrogations ou des difficultés qui surviennent.

La commune estime également qu'il est indispensable de se faire assister d'un Cabinet d'Avocats qui rassemble des compétences en Droit Public général et en Droit de la fonction Publique dans la mesure où elle est confrontée à des problèmes qui ressortent de ces matières, et ce parfois de manière simultanée, sans préjudice des autres domaines du droit que le traitement des questions soumises pourrait faire intervenir.

La commune attend de cette assistance un suivi et un accompagnement dans la durée et une réactivité à ses demandes.

Pour ce faire elle propose de passer une convention d'assistance avec Maître Hélène BRAS.

Le projet de convention est annexé à la présente délibération et précise, l'objet d'assistance juridique, le champ d'application du domaine du droit public et plus spécifiquement du domaine du droit de la fonction publique.

Elle cadre la mission qui exclue la mission contentieuse. La Mission est en revanche une mission générale et permanente de conseil et d'assistance juridique.

Les prestations demandées par la commune, les honoraires de l'Avocat seraient réglés sur la base d'un prix horaire de 200 euros HT.

Cette convention aurait une durée d'un an. Cette convention peut être renouvelée par tacite reconduction sans que la durée totale de la convention ne dépasse trois années ;

**Il est proposé aux membres du conseil municipal de :**

- **APPROUVER** le projet de convention, annexée à la présente délibération,
- **AUTORISER** Mme la Maire à signer la convention précitée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Avant de procéder au vote, un débat est proposé.**

Ce point ne suscite aucun débat.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents,**

- **APPROUVER** le projet de convention, annexée à la présente délibération,
- **AUTORISER** Mme la Maire à signer la convention précitée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**La séance est levée à 20h10.**